

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

DASSAULT AVIATION

Société anonyme au capital de 81.007.176 euros, cotée et immatriculée en France
Siège social : 9, rond-point des Champs-Élysées-Marcel Dassault, 75008 Paris
712 042 456 R.C.S. Paris
Siret : 712 042 456 00111.

A. - Comptes consolidés au 31 décembre 2012

Les comptes consolidés définitifs 2012 du groupe Dassault Aviation, approuvés par L'assemblée générale du 15 mai 2013, sont sans changement par rapport à ceux mis à disposition sur le site Internet de Dassault Aviation le 14 mars 2013 (www.dassault-aviation.com, rubrique Finance / Publications).

B. - Comptes annuels au 31 décembre 2012

I. - Bilan

(En milliers d'euros)

Actif	Éléments de l'annexe	31/12/2012		31/12/2011	
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	2	91 845	-80 984	10 861	14 356
Immobilisations corporelles	2	968 724	-719 627	249 097	254 825
Immobilisations financières	3	2 218 329	-154	2 218 175	2 210 885
Total actifs immobilisés		3 278 898	-800 765	2 478 133	2 480 066
Stocks et en-cours	4	2 809 844	-263 452	2 546 392	2 491 478
Avances et acomptes versés sur commandes		196 499	0	196 499	198 972
Créances clients et comptes rattachés	6	463 095	-78 013	385 082	363 942
Autres créances et comptes de régularisation	6	461 478	0	461 478	532 926
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie	9	2 313 074	0	2 313 074	2 206 795
Disponibilités		214 374	0	214 374	255 736
Total actifs circulants		6 458 364	-341 465	6 116 899	6 049 849
Total actif		9 737 262	-1 142 230	8 595 032	8 529 915

Passif	Éléments de l'annexe	31/12/2012	31/12/2011
Capital	10	81 007	81 007
Primes d'émission, de fusion, d'apport		19 579	19 579
Réserves	12	2 832 730	2 659 521
Résultat de l'exercice		282 658	259 279
Provisions réglementées	14	276 449	303 390
Total capitaux propres	13	3 492 423	3 322 776
Provisions pour risques et charges	14	1 140 644	1 058 920
Emprunts et dettes financières (1)	15	319 710	711 788
Avances et acomptes reçus sur commandes		2 799 193	2 626 278
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16	457 306	449 171
Autres dettes et comptes de régularisation	17	385 756	360 982
Total dettes		3 961 965	4 148 219

Total passif		8 595 032	8 529 915
(1) Dont concours bancaires courants :		0	0

II. - Compte de résultat

(En milliers d'euros)

	Éléments de l'annexe	31/12/2012	31/12/2011
Chiffre d'affaires	20	3 341 778	2 914 346
Production immobilisée		37	0
Variation des en-cours de production		-59 548	52 718
Reprises provisions et amortissements, transferts de charges		458 308	507 515
Autres produits		5 835	28 230
Produits d'exploitation		3 746 410	3 502 809
Achats consommés		-1 671 745	-1 554 096
Charges de personnel		-676 480	-640 178
Autres charges d'exploitation		-298 880	-299 105
Impôts et taxes		-57 022	-54 985
Dotations aux amortissements	2	-49 899	-57 485
Dotations aux provisions	14	-549 100	-475 837
Charges d'exploitation		-3 303 126	-3 081 686
Résultat d'exploitation		443 284	421 123
Résultat financier	22	61 854	44 284
Résultat courant		505 138	465 407
Résultat exceptionnel	23	27 225	-936
Participation et intéressement des salariés		-108 219	-100 426
Impôts sur les résultats	24	-141 486	-104 766
Résultat net		282 658	259 279

III. – Tableau des flux de trésorerie

(En milliers d'euros)

	2012	2011
I - Flux de trésorerie des opérations d'exploitation		
Résultat net	282 658	259 279
Annulation des résultats sur cessions d'actifs immobilisés	-308	-44
Annulation des subventions d'investissements rapportées au résultat	0	0
Montant net des dotations et reprises aux comptes d'amortissements et de provisions (à l'exclusion de celles liées au besoin en fonds de roulement)	100 912	72 033
Capacité d'autofinancement	383 262	331 268
Variation des stocks et en-cours (valeur nette)	-54 914	-19 737
Variation des avances et acomptes versés	2 473	-18 540
Variation des créances clients et comptes rattachés (valeur nette)	-21 140	20 249
Variation des autres créances et comptes de régularisation	71 448	-65 307
Variation des avances et acomptes reçus	172 915	110 702
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 135	46 227
Variation des autres dettes et comptes de régularisation	24 774	-23 455
Augmentation (-) ou diminution (+) du besoin en fonds de roulement	203 691	50 139
Total I	586 953	381 407

II - Flux de trésorerie des opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-44 966	-36 395
Acquisitions d'immobilisations financières	-5 848	-26 484
Cessions ou réductions d'actifs immobilisés	6 926	2 533
Total II	-43 888	-60 346
III - Flux de trésorerie des opérations de financement		
Augmentation de capital	0	0
Augmentation des autres fonds propres	0	0
Diminution des autres fonds propres	0	0
Augmentation des dettes financières (1)	94 564	514 207
Remboursement des dettes financières (1)	-486 642	-1 449 481
Dividendes versés au cours de l'exercice	-86 070	-108 347
Total III	-478 148	-1 043 621
Variation de la trésorerie nette (I + II +III)	64 917	-722 560
Trésorerie nette à l'ouverture (2)	2 462 531	3 185 091
Trésorerie nette à la clôture (2)	2 527 448	2 462 531

(1) En 2012, la société a remboursé l'emprunt souscrit en 2011 auprès d'un établissement de crédit (cf. élément 15).

(2) La trésorerie ainsi définie correspond aux postes du bilan suivants :

[Disponibilités] + [valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie] - [concours bancaires courants]

IV. – Projet d'affectation du résultat 2012

(En milliers d'euros)

Origine :

Le bénéfice de l'exercice	282 658
Report à nouveau des exercices antérieurs	2 748 992
	3 031 650

Affectation :

Dividendes	94 171
Report à nouveau	2 937 479
	3 031 650

V. – Annexes aux comptes sociaux

Élément 1. – Règles et méthodes comptables

A/ Principes généraux

Les états financiers de la société Mère au 31 décembre 2012 ont été arrêtés par le conseil d'administration qui s'est tenu le 13 mars 2013 et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 15 mai 2013.

Les comptes individuels sont établis conformément au règlement 99-03 du Comité de la réglementation comptable homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs de l'Autorité des Normes Comptables.

Les méthodes qui ont présidé à la présentation des comptes annuels sont comparables d'un exercice à l'autre.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

B/ Principes d'évaluation

B1- Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Par exception, les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation. Les frais financiers ne sont pas immobilisés. Chacun des composants identifiés d'une immobilisation fait l'objet d'une comptabilisation et d'amortissements séparés.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire. Aucune valeur résiduelle n'est prise en compte, sauf pour les avions.

Les durées d'amortissement retenues sont fonction des durées d'utilité estimées des actifs. Ces dernières sont revues à chaque clôture pour les actifs immobilisés significatifs.

La durée d'utilité initiale est prolongée ou réduite si les conditions d'utilisation du bien le justifient.

Les durées d'utilité s'établissent comme suit :

Logiciels	3-4 ans
Bâtiments industriels	25-30 ans
Immeubles de bureau	25-35 ans
Agencements et aménagements	7-15 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3-15 ans
Avions	4-10 ans
Matériel roulant	3-4 ans
Autres immobilisations corporelles	3-8 ans
Biens d'occasion	au cas par cas

B2 - Perte de valeur des actifs

A chaque arrêté des comptes, la société apprécie s'il existe un indice de perte de valeur et effectue un test de dépréciation si un indice de perte de valeur est détecté. Dans le cadre de la clôture annuelle, un test de dépréciation est systématiquement effectué.

Les indices de perte de valeur proviennent des changements significatifs défavorables, présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus par la société.

La société déprécie les immobilisations corporelles ou incorporelles d'un actif lorsque la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle. Le montant de la dépréciation comptabilisée en résultat est égal à l'écart constaté entre la valeur nette comptable et la valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif correspond au montant le plus élevé entre sa valeur vénale (diminuée des coûts de vente) et sa valeur d'usage.

La valeur d'usage d'un actif est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,7 % (8 % au 31 décembre 2011) et un taux de croissance long terme de 2 % (identique au 31 décembre 2011). Le taux d'actualisation retenu intègre les taux en vigueur dans le secteur aéronautique et a été calculé selon la même méthode qu'en 2011. Les flux après impôts sont projetés sur une durée n'excédant pas 5 ans et la méthode tient compte d'une valeur terminale. Ces flux de trésorerie futurs résultent des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du groupe. Pour ce qui concerne la participation de Dassault Aviation dans THALES, ces flux sont en cohérence avec les données prévisionnelles établies par la Direction de THALES.

B3 - Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

Les valeurs brutes sont constituées par le coût d'achat hors frais accessoires, à l'exception de celles qui ont fait l'objet de la réévaluation légale 1976. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute. La valeur d'inventaire est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

B4 - Stocks et en-cours

Les articles entrant en stock de matières premières, produits intermédiaires ou produits finis sont évalués au coût d'acquisition pour les articles achetés et au coût de production pour les articles fabriqués. Les sorties de stocks sont valorisées au prix moyen pondéré, à l'exception des avions d'occasion qui sont sortis à leur coût d'acquisition.

Les en-cours sont évalués en coût de production et ne comprennent pas de frais financiers.

Les stocks et en-cours sont dépréciés si leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur valeur constatée dans les comptes. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

B5 - Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

B6 - Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés pour le montant reçu. Les frais de transaction sont comptabilisés en charge de l'exercice.

B7 - Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent :

- les provisions pour investissements,
- les provisions pour hausse des prix,
- les provisions pour risque crédit moyen terme export,
- les amortissements dérogatoires.

B8 - Provisions pour risques et charges

B8.1 - Coût des départs à la retraite et prestations assimilées

Les engagements envers le personnel en matière de coût des départs à la retraite et des prestations assimilées (médailles du travail) sont provisionnés pour les obligations restant à courir. Ils sont estimés pour l'ensemble du personnel sur la base des droits courus et d'une projection des salaires actuels, avec la prise en compte du risque de mortalité, de la rotation des effectifs et d'une hypothèse d'actualisation.

Les écarts actuariels, ou analysés comme tels, sont intégralement comptabilisés en résultat d'exploitation dans l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

B8.2 - Autres provisions pour risques et charges

Dans le cadre de ses activités, la société est amenée à consentir à ses clients des garanties de fonctionnement sur les matériels livrés. Les provisions pour risques sont constituées pour couvrir la quote-part de charges futures jugées probables au titre de ces engagements. Ces provisions sont déterminées sur la base de dossiers techniques ou sur une base statistique.

B9 - Couverture de change

La société utilise des instruments financiers dérivés pour se couvrir contre les risques de change liés à l'exploitation.

Les risques de change résultent essentiellement des ventes réalisées en dollars US. Les flux de trésorerie futurs correspondants sont partiellement couverts par des opérations de change à terme fermes ou optionnelles.

Les primes payées ou encaissées sur les achats ou ventes éventuelles d'options ne sont portées en résultat qu'à l'échéance de ces options, à l'exception des primes concernant les stratégies « à prime zéro » qui sont portées immédiatement en résultat, afin de ne pas créer de décalages temporaires.

B10 - Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur en euros à la date de l'opération de paiement ou d'encaissement, à l'exception des flux nets associés à la couverture de change globale, qui sont comptabilisés au cours de cette couverture pour l'année.

Les créances et les dettes en devises non soldées sont converties en euros sur la base du cours de clôture. Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêt des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires:

- à l'actif du bilan, écart de conversion actif lorsque la différence correspond à une perte latente,

- au passif du bilan, écart de conversion passif lorsque la différence correspond à un gain latent. Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

Les écarts de conversion sur les disponibilités au 31 décembre sont portés au compte de résultat.

B11 - Chiffre d'affaires et résultats

Les produits des ventes de biens sont comptabilisés lors du transfert à l'acquéreur des risques et avantages de la propriété. En règle générale, il s'agit du transfert de propriété pour la société.

Les prestations de services sont constatées à l'avancement selon les étapes convenues au contrat.

Les résultats sont constatés au fur et à mesure de cet avancement s'ils peuvent être déterminés de façon fiable. Les éventuelles pertes à terminaison sont comptabilisées dès qu'elles sont connues.

B12 - Plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement

Les plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement ne sont enregistrées que lors de leur réalisation effective.

Suivant le Code de commerce (article 8), les charges d'impôts ne sont comptabilisées qu'avec les produits constatés. L'impôt sur les dites plus-values latentes est donc enregistré en charges payées d'avance jusqu'à prise en compte de la plus-value en résultat financier.

Cette méthode qui déroge au principe de non constatation partielle d'impôts différés a été adoptée pour donner une image plus fidèle du résultat de la société.

C/ Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 1999, la société Dassault Aviation fait partie du groupe fiscal constitué par la société Dassault Aviation, 9 rond-point des Champs-Élysées Marcel Dassault 75008 Paris, en application des articles 223 A et suivants du CGI.

Cette intégration fiscale est renouvelable tacitement par période de cinq exercices. Par convention, son incidence est neutre sur les résultats des sociétés intégrées : les charges d'impôts sont prises en compte par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale.

Élément 2. - Immobilisations incorporelles et corporelles

2.1 Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	31/12/2011	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Autres	31/12/2012
Valeur brute					
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	88 872	1 951	-1 297	700	90 226
Immobilisations en cours ; avances et acomptes	827	1 492	0	-700	1 619
	89 699	3 443	-1 297	0	91 845
Amortissements					
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	-75 343	-6 936	1 295	0	-80 984
	-75 343	-6 936	1 295	0	-80 984
Valeur nette					
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	13 529				9 242
Immobilisations en cours ; avances et acomptes	827				1 619
Total	14 356	-3 493	-2	0	10 861

2.2 Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	31/12/2011	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Autres	31/12/2012
Valeur brute					
Terrains	26 688	79	-11	65	26 821
Constructions	264 678	14 911	-1 281	4 476	282 784
Installations techniques, matériel et outillage	480 135	15 865	-12 051	2 304	486 253
Autres immobilisations corporelles	178 529	3 953	-16 747	378	166 113
Immobilisations en cours ; avances et acomptes	9 342	6 715	-2 081	-7 223	6 753
	959 372	41 523	-32 171	0	968 724
Amortissements					
Terrains	-5 113	-454	11	0	-5 556
Constructions	-163 575	-11 050	1 187	0	-173 438
Installations techniques, matériel et outillage	-408 253	-23 165	11 909	0	-419 509
Autres immobilisations corporelles	-125 836	-8 294	13 006	0	-121 124
	-702 777	-42 963	26 113	0	-719 627
Dépréciations (1)					
Autres immobilisations corporelles	-1 770	0	1 770	0	0
	-1 770	0	1 770	0	0
Valeur nette					
Terrains	21 575				21 265
Constructions	101 103				109 346
Installations techniques, matériel et outillage	71 882				66 744
Autres immobilisations corporelles	50 923				44 989
Immobilisations en cours ; avances et acomptes	9 342				6 753
Total	254 825	-1 440	-4 288	0	249 097

(1) Tests de dépréciation des immobilisations corporelles (cf. paragraphe B2 des règles et méthodes comptables) :

Une provision de 1 770 milliers d'euros avait été constituée en 2011 sur les avions immobilisés. cette provision a été reprise au 31 décembre 2012.

Les tests de dépréciation réalisés au niveau des autres immobilisations corporelles n'ont mis en évidence aucune dépréciation à enregistrer au 31 décembre 2012

Élément 3. - Immobilisations financières

(En milliers d'euros)	31/12/2011	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Autres	31/12/2012
Participations (1)	2 175 797	3 300	0	0	2 179 097
Autres titres immobilisés	5 894	0	0	0	5 894
Prêts	2 459	376	-510	0	2 325
Autres immobilisations financières	28 889	2 172	-48	0	31 013
Total	2 213 039	5 848	-558	0	2 218 329
Provisions	-2 154	0	2 000	0	-154
Valeur nette	2 210 885	5 848	1 442	0	2 218 175

(1) Cours de bourse de l'action Thales et test de dépréciation :

Sur la base du cours de bourse de l'action Thales au 31 décembre 2012, soit 26,24 euros par action, la participation de Dassault Aviation dans Thales est valorisée à 1 378 millions d'euros.

Les titres de Thales ont fait l'objet d'un test de dépréciation. La valeur d'usage a été estimée en projetant les flux prévisionnels de trésorerie (après impôts) sur une période de quatre ans. Ces flux ont été actualisés au taux après impôts de 8,5 % (taux d'actualisation retenu par Thales au 31 décembre 2012, identique au 31 décembre 2011). La valeur terminale a été calculée sur la base d'hypothèses de profitabilité à moyen terme en cohérence avec les données prévisionnelles de Thales et en prenant en compte un taux de croissance long terme de 2 %.

Ce test de dépréciation ne nous a pas conduits à constater de perte de valeur.

Une variable de 10 % des principales hypothèses utilisées (taux d'actualisation, taux de croissance long terme, flux de trésorerie) ne remet pas en cause l'absence de dépréciation de la participation de la société dans Thales.

État des échéances des immobilisations financières

(En milliers d'euros)	Total	À moins d'un an	À plus d'un an
Prêts	2 325	296	2 029
Autres immobilisations financières	31 013	0	31 013
Total	33 338	296	33 042

A. Liste des filiales et participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société et dont la société détient au moins 10 % des actions

(En milliers d'euros)

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	chiffre d'affaires du dernier exercice	bénéfice net ou perte (-) du dernier exercice	Divid. encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
1. Filiales (détenues à + de 50 %)										
A. Filiales françaises										
Dassault Falcon Service	3 680	64 047	99,99	59 453	59 453	0	0	150 109	3 641	0
Dassault International	1 529	18 744	99,63	19 236	19 236	0	0	4 197	163	0
Dassault Réassurance	10 459	7 872	99,99	10 133	10 133	179	0	2 415	116	0
Dassault Aviation Participation	3 337	-28	100,00	3 337	3 337	0	0	0	-22	0
Sogitec Industries	4 578	109 508	99,74	25 355	25 355	0	0	103 694	14 014	0
Total				117 514	117 514	179	0			
B. Filiales étrangères										
Dassault Falcon Jet (1)	10 650	500 206	87,47	7 767	7 767	0	16 054	1 552 106	53 436	0
Dassault International Inc.(USA)	3 827	40 560	100,00	3 727	3 727	0	0	1 216	60	0
Dassault Procurement services Inc. (USA)	76	44 087	100,00	28 965	28 965	0	0	310 461	2 982	0
Total				40 459	40 459	0	16 054			0
Total filiales				157 973	157 973	179	16 054			0
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)										
A. Participations françaises										
Corse Composites Aéronautiques	1 707	4 165	24,81	996	996	0	0	36 763	511	0
Eurotradia International (2)	3 000	31 627	16,20	3 099	3 099	0	0	59 264	1 554	248
Thales (3)	607 000	4 529 100	25,96	1 984 272	1 984 272	0	0	174 900	306 800	40 975
Total				1 988 367	1 988 367	0	0			41 223
B. Participations étrangères										
Total				0	0	0	0			0
Total participations				1 988 367	1 988 367	0	0			41 223

(1) Détention directe, les autres actions, soit 12,53 % du capital, sont détenues par Dassault International Inc. (USA), elle-même filiale à 100 % de Dassault Aviation.

(2) Informations exercice 2011.

(3) Comptes société mère.

B. Autres filiales et participations

Renseignements globaux (en milliers d'euros)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
	Brute	Nette			
1. Filiales					
A. Filiales françaises	567	567	0	0	0
B. Filiales étrangères	0	0	0	0	0
Total	567	567	0	0	0
2. Participations					
A. Participations françaises	5 913	5 913	0	0	555
B. Participations étrangères	32 171	32 171	0	0	355
Total	38 084	38 084	0	0	910

C. Renseignements globaux sur les titres (A+B)

Renseignements globaux (en milliers d'euros)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
	Brute	Nette			
1. Filiales					
A. Filiales françaises	118 081	118 081	179	0	0
B. Filiales étrangères	40 459	40 459	0	16 054	0
Total	158 540	158 540	179	16 054	0
2. Participations					
A. Participations françaises	1 994 280	1 994 280	0	0	41 778
B. Participations étrangères	32 171	32 171	0	0	355
Total	2 026 451	2 026 451	0	0	42 133
Total général	2 184 991	2 184 991	179	16 054	42 133

Élément 4. - Stocks et en-cours

(En milliers d'euros)	31/12/2012		31/12/2011	
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Matières premières	177 725	-71 923	105 802	102 158
En-cours de production	2 010 849	0	2 010 849	2 070 397
Produits intermédiaires et finis	621 270	-191 529	429 741	318 923
Total	2 809 844	-263 452	2 546 392	2 491 478

Élément 5. - Intérêts sur éléments de l'actif circulant

Il n'y a pas d'intérêt inclus dans la valeur des stocks et en-cours.

Élément 6. - Créances clients et autres créances

6.1. Détail

(En milliers d'euros)	31/12/2012		31/12/2011	
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Clients et comptes rattachés				
Clients et comptes rattachés	463 095	-78 013	385 082	363 942
	463 095	-78 013	385 082	363 942
Autres créances et comptes de régularisation				
Autres créances	101 632	0	101 632	166 628
Charges constatées d'avance	353 819	0	353 819	346 630
Comptes de régularisation	6 027	0	6 027	19 668
	461 478	0	461 478	532 926
Total	924 573	-78 013	846 560	896 868

6.2. Échéancier - valeur brute

(En milliers d'euros)	31/12/2012			31/12/2011		
	Total	À moins d'un an	À plus d'un an	Total	À moins d'un an	À plus d'un an
Clients et comptes rattachés (1)	463 095	330 804	132 291	454 588	279 288	175 300
Autres créances	101 632	101 632	0	166 628	166 628	0

Charges constatées d'avance	353 819	353 819	0	346 630	346 630	0
Comptes de régularisation	6 027	6 027	0	19 668	19 668	0
Total	924 573	792 282	132 291	987 514	812 214	175 300

(1) Dont créances représentées par des effets de commerce : 78 635 milliers d'euros au 31 décembre 2012 et 117 062 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

Élément 7. - Produits à recevoir

(En milliers d'euros)

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2012	31/12/2011
Créances clients et comptes rattachés	151 187	177 876
Autres créances et comptes de régularisation	0	175
Valeurs mobilières	345	0
Disponibilités	250	275
Total	151 782	178 326

Élément 8. - Charges et produits constatés d'avance

(En milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Produits d'exploitation	70 315	74 815
Charges d'exploitation (1)	353 819	346 630
(1) Dont IS sur plus-values latentes	346 351	339 502

Élément 9. - Différence d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant

(En milliers d'euros)

Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie	31/12/2012	31/12/2011
Valeur au bilan	2 313 074	2 206 795
Valeur de marché	3 292 255	3 166 412

Élément 10. - Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions/Parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	10 125 897	8 euros
Actions/Parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	10 125 897	8 euros

Élément 11. - Identité de la société Mère consolidant globalement les comptes de la société

	% Intégration
Groupe Industriel Marcel Dassault (G.I.M.D), 9, Rond point des champs Élysées - Marcel Dassault, 75008 Paris	50,55 %

Élément 12. - Réserves

12.1. Réserves

(En milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
-----------------------	------------	------------

Écart de réévaluation	4 305	4 305
Réserve légale	8 101	8 101
Autres réserves	71 332	71 332
Report à nouveau	2 748 992	2 575 783
Total	2 832 730	2 659 521

12.2 Réserves d'écarts de réévaluation

(En milliers d'euros)	Variation de la réserve de réévaluation			31/12/2012
	31/12/2011	Mouvements 2012		
		Diminutions dues aux cessions	Autres variations	
Terrains	3 784	0	0	3 784
Participations	521	0	0	521
Total	4 305	0	0	4 305
Réserve de réévaluation (1976)	4 305	0	0	4 305

Élément 13. - Variation des capitaux propres au cours de l'exercice**1/ Résultat de l'exercice**

	2012	2011
Résultat comptable		
Milliers d'euros	282 658	259 279
Euros par action	27,91	25,61
Variation des capitaux propres hors résultat de l'exercice		
Milliers d'euros	-26 941	890
Euros par action	-2,66	0,09
Dividendes		
Milliers d'euros (1)	94 171	86 070
Euros par action (1)	9,30	8,50

(1) proposés à l'assemblée générale ordinaire.

2/ Tableau de variation des capitaux propres hors résultat de l'exercice (en milliers d'euros)

	Avant affectation résultat 2011 31/12/2012	Après affectation résultat 2011 31/12/2012
A -		
1. Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2011 hors résultat de l'exercice	3 063 497	3 063 497
2. Résultat 2011 avant affectation	259 279	
3. Affectation du résultat 2011 à la situation nette par l'assemblée générale ordinaire		173 209
4. Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2012	3 322 776	3 236 706
B - Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice 2012		0
1. Variation du capital		0
2. Variation des autres postes		0
C - (= a4 + b) capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2012		3 236 706
D - Variation en cours d'exercice hors résultat 2012		-26 941
1. Variation du capital		0
2. Variation des primes, réserves		0
3. Variation des provisions relevant des capitaux propres		0

4. Contreparties de réévaluation - réserve		0
5. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement		-26 941
6. Autres variations		0
E - Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2012 hors résultat 2012 avant assemblée générale ordinaire. (= c + d)		3 209 765
F - Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice 2012 hors résultat 2012 (= e - c)		-26 941

3/ Impôt latent (en milliers d'euros)

Provisions réglementées hors provisions pour investissements : 132 789 X 36,1 % = 47 937

Élément 14. - Provisions

14.1. État des provisions

(En milliers d'euros)	31/12/2011	Dotations	Reprises	Autres	31/12/2012
Provisions réglementées					
Pour investissements	166 359	0 (3)	-22 699 (3)	0	143 660
Pour hausse des prix	52 722	11 434 (3)	-7 999 (3)	0	56 157
Amortissements dérogatoires	78 493	11 732 (3)	-17 788 (3)	0	72 437
Pour crédit à moyen terme export	5 798	0 (3)	-1 621 (3)	0	4 177
plus-values réinvesties	18	0 (3)	0 (3)	0	18
	303 390	23 166	-50 107	0	276 449
Provisions pour risques et charges					
D'exploitation	1 039 252	207 635 (1)	-112 270 (1)	0	1 134 617
Financiers	19 668	6 027 (2)	-19 668 (2)	0	6 027
Exceptionnels	0	0 (3)	0 (3)	0	0
	1 058 920	213 662	-131 938	0	1 140 644
Provisions pour dépréciation					
Sur immobilisations incorporelles	0	0 (1)	0 (1)	0	0
Sur immobilisations corporelles	1 770	0 (1)	-1 770 (1)	0	0
Sur immobilisations financières	2 154	0 (2)	-2 000 (2)	0	154
Sur stocks et en-cours	253 622	263 452 (1)	-253 622 (1)	0	263 452
Clients et comptes rattachés	90 646	78 013 (1)	-90 646 (1)	0	78 013
	348 192	341 465	-348 038	0	341 619
Total	1 710 502	578 293	-530 083	0	1 758 712

	- d'exploitation	549 100	(1)	-458 308	(1)
	- financières	6 027	(2)	-21 668	(2)
	- exceptionnelles	23 166	(3)	-50 107	(3)
		578 293		-530 083	

14.2. Détail des provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros)	31/12/2011	Dotations	Reprises	Autres	31/12/2012
D'exploitation					
Coûts des départs retraites et médailles du travail (1)	307 000	78 500	-14 000	0	371 500
Garantie (2)	591 433	93 800	-70 833	0	614 400
Prestations de services et travaux restant à réaliser	140 819	35 335	-27 437	0	148 717
	1 039 252	207 635	-112 270	0	1 134 617

Financiers					
Pour perte de change	19 668	6 027	-19 668	0	6 027
	19 668	6 027	-19 668	0	6 027
Exceptionnels					
Divers	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0
Total des provisions pour risques et charges	1 058 920	213 662	-131 938	0	1 140 644

(1) Provisions pour coûts des départs retraites et médailles du travail :

Les engagements liés aux coûts de départs à la retraite sont calculés pour l'ensemble du personnel suivant la méthode des unités des crédits projetées. Ils sont provisionnés en totalité pour les obligations restant à courir.

La simulation de la projection de carrière est pondérée par la table de mortalité du code des assurances et par le taux de rotation du personnel constaté (variable suivant l'âge). Le coût de départ est retenu au prorata du nombre d'années d'ancienneté du salarié à la clôture de l'exercice par rapport à son espérance totale d'années de carrière.

Le calcul prend en compte les hypothèses annuelles suivantes : augmentation des salaires : 3,9 %, taux d'actualisation : 2,3 % et taux d'inflation : 2 %.

(2) Provisions pour garantie : les provisions pour garantie tiennent compte de l'évolution de la flotte en service et des marchés livrés.

Élément 15. - Emprunts et dettes financières

(En milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	56	400 957
Emprunts et dettes financières divers (2)	319 654	310 831
Total	319 710	711 788

(1) Dont concours bancaires courants : néant au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011.

En 2012, la société a remboursé l'emprunt de 400 millions d'euros souscrit en 2011 auprès d'un établissement de crédit.

(2) au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, les dettes financières diverses comprennent essentiellement la participation des salariés en compte courant bloqué.

Il n'y a pas d'emprunt participatif.

Élément 16. - État des échéances des dettes

(En milliers d'euros)	Total	À moins d'un an	À plus d'un an et moins de 5 ans	À plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	56	17	33	6
Emprunts et dettes financières divers (2)	319 654	58 223	261 431	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (3)	457 306	457 306	0	0
Dettes fiscales et sociales	194 178	194 178	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 673	4 673	0	0
Autres dettes	111 216	111 216	0	0
Total	1 087 083	825 613	261 464	6

(1) Cf. élément 15.

(2) Cf. élément 15.

(3) dont dettes représentées par des effets de commerce : 47 499 milliers d'euros.

Élément 17. - Autres dettes et comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Dettes fiscales et sociales	194 178	167 529
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 673	3 630
Autres dettes	111 216	104 283
Produits constatés d'avance	70 315	74 815
Compte de régularisation passif	5 374	10 725

Total	385 756	360 982
-------	---------	---------

Élément 18. - Charges à payer

(En milliers d'euros)

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2012	31/12/2011
Emprunts et dettes financières (1)	6 448	7 955
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	376 153	363 554
Autres dettes et comptes de régularisation	234 260	214 494
Total	616 861	586 003

(1) Dont intérêts courus sur emprunts auprès d'établissements de crédit : néant au 31 décembre 2012 et 884 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

Élément 19. - Éléments concernant les entreprises liées et les participations

(En milliers d'euros)	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
Participations	158 540	2 020 557
Prêts et autres immobilisations financières	30 234	0
Avances et acomptes versés sur commandes	25 541	25 761
Créances clients et comptes rattachés	67 219	1 557
Créances	180	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	356 043	15 294
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80 787	33 280
Autres dettes diverses	0	0
Charges financières	0	0

Élément 20. - Chiffres d'affaires

(En milliers d'euros)	2012	2011
A) Par produit :		
Ventes de biens	2 644 563	2 454 760
Ventes de services	697 215	459 586
Total	3 341 778	2 914 346
B) Par zone géographique :		
France	989 033	844 162
Export	2 352 745	2 070 184
Total	3 341 778	2 914 346
C) Par trimestre :		
Premier trimestre	881 388	578 095
Deuxième trimestre	750 706	643 095
Troisième trimestre	502 646	632 063
Quatrième trimestre	1 207 038	1 061 093
Total	3 341 778	2 914 346

Élément 21. - Charges de recherche et développement

Les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont constatées et représentent :

(En milliers d'euros)	2012	2011
Charges de recherche et développement	-359 756	-277 734

La stratégie et les axes d'efforts de la société en matière de recherche et développement sont décrits dans le rapport de gestion.

Élément 22. - Résultat financier

(En milliers d'euros)	2012	2011
Produits de participation (1)	41 578	40 453
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	611	574
Autres intérêts et produits assimilés	4 082	3 950
Reprises sur provisions pour perte de change	19 668	0
Reprises sur provisions pour titres de participation	2 000	2 600
Différence positive de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	12 416	42 666
Produits financiers	80 355	90 243
Dotations aux provisions pour perte de change	-6 027	-19 668
Dotations aux provisions pour titres de participation	0	-2 000
Dotations aux provisions pour prêt	0	0
Intérêts et charges assimilées	-12 425	-23 776
Différence négative de change	-49	-515
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Charges financières	-18 501	-45 959
Résultat financier	61 854	44 284

(1) Dont dividendes Thales : 40 975 milliers d'euros en 2012 et 38 903 milliers d'euros en 2011.

Élément 23. - Résultat exceptionnel

(En milliers d'euros)	2012	2011
Produits des cessions d'éléments d'actif		
- Immobilisations corporelles	4 287	620
- Immobilisations financières	0	0
	4 287	620
Autres produits exceptionnels	19	179
Reprises sur provisions		
- Investissement	22 699	30 297
- Hausse des prix	7 999	5 419
- Crédit moyen terme export	1 621	1 223
- Amortissements dérogatoires	17 788	17 858
- plus-values réinvesties	0	0
	50 107	54 797
Produits exceptionnels	54 413	55 596
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	-6
Valeur comptable des éléments cédés		
- Immobilisations incorporelles	0	0
- Immobilisations corporelles	-3 979	-576
- Immobilisations financières	0	0
	-3 979	-576

Autres charges exceptionnelles	-43	-263
Dotations aux provisions réglementées		
- Investissement	0	-37 693
- Hausse des prix	-11 434	-6 564
- Crédit moyen terme export	0	0
- Amortissements dérogatoires	-11 732	-11 430
	-23 166	-55 687
Autres provisions exceptionnelles	0	0
Charges exceptionnelles	-27 188	-56 532
Résultat exceptionnel	27 225	-936

Élément 24. - Ventilation de la charge d'impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	Résultat avant impôts	Impôts (IS)	Impôts (PVLТ)	Résultat après impôts
Résultat courant	505 138	-176 102	0	329 036
Résultat exceptionnel + participation et intéressement	-80 994	34 616	0	-46 378
Résultat comptable	424 144	-141 486	0	282 658
		-141 486		

Élément 25. - Engagements financiers hors bilan

(En milliers d'euros)

Engagements donnés	31/12/2012	31/12/2011
Marchés à recevoir à terme - Solde à payer	1 979 886	1 987 374
commandes d'immobilisations	12 483	18 490
Aval et cautions concernant :		
- Les filiales	16 054	50 646
- Les participations	0	0
- Autres	0	0
Total	2 008 423	2 056 510

Engagements reçus	31/12/2012	31/12/2011
Marchés à livrer à terme - Solde à facturer	7 219 300	8 045 200
Garanties COFACE	59 449	89 965
Sûretés réelles (hypothèques, nantissements)	51 309	68 740
Total	7 330 058	8 203 905

Élément 26. - Dettes et créances garanties par des cautions bancaires

(En milliers d'euros)

(En milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	456 988	487 379
Avances et acomptes versés sur commandes en cours	5 070	2 886
Total	462 058	490 265

Élément 27. - Passifs éventuels

Fin 2002, un groupe d'industriels français, parmi lesquels figure Dassault Aviation, a été saisi collectivement d'une demande d'arbitrage par un client commun réclamant une somme qui, selon le demandeur, ne saurait être inférieure à 260 millions de dollars US et pour laquelle le groupe d'industriels peut être solidaire à l'égard du demandeur. Cette demande était relative à l'exécution d'anciens contrats réalisés par ces industriels. Dans le cadre d'un accord signé entre les parties en juin 2003, le demandeur s'est désisté de l'instance. En novembre 2012, ce dernier a notifié une nouvelle requête en arbitrage sur des fondements similaires à celle de 2002 pour un montant désormais de 226 millions d'euros. Les parties contestent fermement cette demande et à ce jour, il n'est pas possible d'évaluer le risque financier éventuel : en conséquence, Dassault Aviation n'a pas constitué de provision.

Élément 28. - Instruments financiers : portefeuille d'opérations de change en dollars

Dassault Aviation a un risque de change sur les ventes Falcon qui sont pour la quasi-totalité libellées en dollars us. seule une part de ses dépenses est encourue dans la même devise (achats notamment). Dassault Aviation est donc exposé à un risque de change, que la société couvre partiellement en utilisant des contrats de ventes à terme et le cas échéant des options de change.

Les instruments financiers détenus par Dassault Aviation sont valorisés ci-dessous à leur valeur de marché.

La valeur de marché correspond aux montants reçus ou payés en cas de résiliation totale du portefeuille, dont la contre-valeur en euros est calculée sur la base du cours du dollar à la clôture. Ce mode de valorisation ne permet pas d'évaluer les résultats réels qui seront réalisés à la date d'échéance des opérations, dans la mesure où il n'est pas tenu compte des variations futures du cours.

La valeur de marché du portefeuille n'est donnée qu'à titre indicatif.

Au cours de valorisation du portefeuille, le taux de couverture prévu ne génère pas de pertes sur les opérations commerciales couvertes.

Valeur de marché	31/12/2012		31/12/2011	
	Milliers de dollars	Milliers d'euros	milliers de dollars	milliers d'euros
Options de change	59 634	45 198	-20 340	-15 720
Opérations à terme	267 722	202 912	251 028	194 009
Total	327 356	248 110	230 688	178 289

Élément 29. - Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

(En milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Résultat de l'exercice	282 658	259 279
Impôts sur les résultats	141 486	104 766
Résultat avant impôts	424 144	364 045
Amortissements dérogatoires	-6 056	-6 428
Provision pour hausse des prix	3 435	1 145
Provision pour plus-values réinvesties	0	0
Provision pour crédit moyen terme export	-1 621	-1 223
Variation des provisions réglementées	-4 242	-6 506
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôts)	419 902	357 539

Élément 30. - Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

(En milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Provisions réglementées :		
- Hausse des prix	56 157	52 722
- Crédit moyen terme export	4 177	5 798
- Amortissements dérogatoires	72 437	78 493
Assiette des accroissements	132 771	137 013
Accroissements de la dette future d'impôts	47 930	49 462
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation :		
- Participation des salariés	94 219	86 426
- Pour coûts des départs retraites et médailles du travail	371 500	307 000
Autres provisions partiellement non déductibles (clients, stocks, garantie, divers,...)	491 001	443 054
Assiette des allègements	956 720	836 480
Allègements de la dette future d'impôts	345 376	301 969
Moins-values à long terme	0	0

Élément 31. - Rémunération des mandataires sociaux

Le montant global des rémunérations perçues par les mandataires sociaux, dont le détail est communiqué dans le rapport de gestion, s'élève à 1 024 036 euros pour 2012.

Élément 32. - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel intérimaire mis à disposition de l'entreprise
Cadres	4 401	
Agents de maîtrise et techniciens	2 023	
Employés	491	41
Ouvriers	1 182	153
Total 2012	8 097	194
Total 2011	8 059	131

Élément 33. - Informations environnementales

La société Dassault Aviation a comptabilisé à l'actif du bilan au titre des investissements environnementaux un montant de 1 902 milliers d'euros et a porté en charges 851 milliers d'euros dans l'exercice, consacrés à des études de risques, d'impacts et de conformité réglementaire. Dassault Aviation n'a pas eu à comptabiliser de passifs environnementaux.

Élément 34. - Résultat de la société au cours des cinq derniers exercices

(En milliers d'euros à l'exception du point 3/ en euros/action)

Nature des indications	2008	2009	2010	2011	2012
1/ Situation financière en fin d'exercice					
A. capital social	81 007	81 007	81 007	81 007	81 007
B. nombre d'actions émises	10 125 897	10 125 897	10 125 897	10 125 897	10 125 897
2/ Résultat global des opérations effectives					
A. chiffre d'affaires hors taxes	3 540 455	2 748 219	3 551 695	2 914 346	3 341 778
B. bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	857 547	473 545	769 467	409 810	522 253
C. impôts sur les bénéfices	184 009	63 335	167 441	104 766	141 486
D. bénéfice après impôts, amortissements et provisions	352 508	265 969	325 815	259 279	282 658
E. montant des bénéfices distribués	58 730	89 108	108 347	86 070	94 171 (1)
3/ Résultat des opérations réduit à une seule action en euros					
A. bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	66,5	40,5	59,5	30,1	37,6
B. bénéfice après impôts, amortissements et provisions	34,8	26,3	32,2	25,6	27,9
C. dividende versé à chaque action	5,8	8,8	10,7	8,5	9,3 (1)
4/ Personnel					
A. effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	8 349	8 362	8 138	8 059	8 097
B. salaires et traitements	422 353	415 659	414 240	417 578	430 604
C. charges sociales	214 547	208 945	221 369	222 600	245 876
5/ Montant de la participation du personnel	122 203	86 712	106 451	86 426	94 219
6/ Montant de l'intéressement	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000

(1) Proposé à l'assemblée générale ordinaire.

VI. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Dassault Aviation, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations auxquelles nous avons procédé.

Titres de participation

La note « Élément 1-B3 » de l'annexe aux comptes annuels décrit les principes d'évaluation retenus pour les titres de participation, et les notes « Élément 1-B2 » et « Élément 3 » décrivent les estimations et hypothèses que votre société est conduite à faire concernant la valorisation de la participation dans la société THALES et les modalités de mise en œuvre du test de dépréciation.

Nos travaux ont consisté à apprécier les informations servant de base à la détermination de la valeur d'usage des titres de participation et à examiner les données et hypothèses sur lesquelles se fondent le test de dépréciation des titres THALES et ses modalités de mise en œuvre.

Provisions pour risques et charges

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations des provisions pour risques et charges, telles que décrites dans les notes « Élément 1-B8 » et « Élément 14 » de l'annexe aux comptes annuels, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction. Nous avons procédé sur ces bases à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Contrats pluriannuels

Les résultats de votre société relatifs aux prestations de services sont constatés selon la méthode à l'avancement pour les contrats pluriannuels. Sur la base des informations disponibles à ce jour, nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses établies par la Direction sur lesquelles se fondent les estimations des résultats à terminaison de ces contrats et leur évolution, revoir les calculs effectués, comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 13 mars 2013
Les Commissaires aux Comptes

Mazars	Deloitte & associés
Manuela Baudoin-Revert	Dominique Jumaucourt

VII. - Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du président du conseil d'administration

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Dassault Aviation et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 13 mars 2013
Les Commissaires aux Comptes

Mazars Manuela Baudoin-Revert	Deloitte & associés Dominique Jumaucourt
----------------------------------	---

1303133